

En Allemagne, un héritage du XIX^e siècle

BERLIN
CORRESPONDANT

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont-elles, selon l'expression consacrée, « la colonne vertébrale » de l'économie allemande ? Entrent dans cette catégorie les entreprises allant de 1 à 500 employés et réalisant un chiffre d'affaire annuel de 50 millions d'euros maximum. Sur les quelque 3,5 millions d'entreprises privées établies outre-Rhin, seules 5 000 d'entre elles ne répondent pas au premier critère, et 8 000 au second. Au total, le « Mittelstand », comme on appelle le tissu de petites et moyennes entreprises, emploie 72 % des quelque 22 millions de personnes travaillant dans le secteur privé et 80 % des apprentis, mais surtout draine 50 % des investissements et génèrent 75 % des brevets enregistrés.

Comment l'Allemagne s'est-elle ainsi dotée d'un tissu de PME performantes à faire pâlir d'envie leurs homologues françaises ? A la fin du XVIII^e et au XIX^e siècle, dans les différents Etats de ce qui

allait devenir l'Allemagne, « des artisans ont développé un savoir-faire en prise avec les besoins des marchés locaux », explique Hartmut Berghoff, directeur de l'Institut pour l'histoire économique et sociale de Göttingen. Cet esprit s'est perpétué et a contribué, après 1945, à la reconstruction du pays et à la réussite de l'économie. Ces PME ont su se trouver des niches, pour certaines à l'exportation, pour d'autres auprès des grandes entreprises que les Alliés ont bien voulu laisser se reconstituer.

A cette époque, le pays est irrigué de prêts et de dons provenant du plan Marshall, financé par les Etats-Unis pour reconstruire l'Europe. « Les PME en ont profité », comme les autres, rappelle Frank Wallau, le directeur de l'Institut de recherche sur les PME, installé à Bonn. Avec l'instauration

d'un régime communiste dans l'est du pays, de nombreux entrepreneurs ont émigré vers sa partie occidentale, densifiant encore davantage le tissu de PME existant, ajoute M. Berghoff.

Dans la nouvelle République fédérale d'Allemagne (RFA), fondée en 1949, les caisses d'épargne régionales (« Sparkassen ») ont joué un rôle important. « Ces banques accordaient aux PME d'importants crédits avec des taux d'intérêt très bas », rappelle Eberhard Vogt, porte-parole de la Fédération de l'économie des PME. Celles qui empruntaient beaucoup bénéficiaient de déductions fiscales. Cette politique des banques explique pourquoi la part des capitaux propres des PME allemandes s'est amoindrie au fil des décennies, pour atteindre une

moyenne de 10 %, soit nettement moins qu'aux Etats-Unis ou en France. Une dépendance aux banques qui, aujourd'hui, n'est guère avantageuse pour les intéressées.

Qu'ils aient été dirigés par la droite chrétienne ou par les sociaux-démocrates, les gouvernements successifs ont choyé les PME, étant donnée leur importance pour l'économie nationale. « Tout du moins dans le discours, pointe M. Berghoff. Dans les faits, ce sont toujours les grandes entreprises qui ont été les plus gâtées. » Et les PME sont loin d'être aussi solides que l'on imagine de l'autre côté du Rhin : s'il s'en est créé 500 000 en 2005, 450 000 ont fait faillite ou ont dû fermer à la suite de problèmes de succession. A cet égard, M. Vogt regrette que les sociétés de personnes – la forme juridique la plus répandue parmi les PME – soient soumises aujourd'hui à une pression fiscale supérieure à celle touchant les sociétés anonymes. ■

« Le "Mittelstand" »
emploie 72 %
des quelque 22 millions
de personnes travaillant
dans le secteur privé
et draine 50 %
des investissements »